



Nouveau bac : le regard sévère des proviseurs sur les premières épreuves de contrôle continu

Les chefs d'établissement sont en première ligne autant pour l'organisation que pour faire face aux blocages. Copies arrachées à Saint-Etienne, tables retournées à Paris, départs de feu dans l'agglomération de Bordeaux, et fumigènes dans les couloirs à Montauban... Alors que s'est ouverte la deuxième semaine des nouvelles « épreuves communes de contrôle continu » (E3C) du baccalauréat, instituées par la réforme Blanquer, les proviseurs de lycée ont tous en tête la longue liste des « incidents » qui ont perturbé l'examen chez certains de leurs collègues la semaine passée.

« En ce moment, c'est l'hystérie, commente un proviseur de la région de Montpellier, et le fait que les épreuves se passent parfois sans encombre n'y change rien, la profession est complètement sous pression. » Sur 435 lycées qui organisaient, ce lundi 27 janvier, des épreuves de contrôle continu, 60 ont connu des perturbations et 16 un report des épreuves, selon le ministère de l'éducation nationale. Les incidents sont un peu moins nombreux que la semaine précédente, où 110 établissements avaient connu des perturbations sur 360. Selon le SNES-FSU, majoritaire dans le second degré, plus de 100 lycées ont reporté leurs épreuves à ce jour.

Avec les E3C, les chefs d'établissement se retrouvent souvent pris entre deux feux. Le SNPDEN-Unsa, leur syndicat majoritaire, a fait savoir par communiqué qu'il dénonçait les « actes inadmissibles » bien que « minoritaires » entourant la tenue de cet examen. Mais l'organisation désapprouve par ailleurs l'organisation des épreuves, jugée trop lourde. « Nous sommes toujours en première ligne car c'est à nous d'assurer la sécurité des personnes et des lieux », rappelle Pascal Bolloré, secrétaire général adjoint de ce syndicat et proviseur dans le Val-de-Marne qui se dit « très surpris » des scènes intervenues dans des établissements à l'ambiance

« plutôt feutrée » d'ordinaire. « Face à la violence devant nos établissements, nous avons peu de moyens d'action », rappelle-t-il.

En première ligne lors des débordements

Lysiane Gervais, proviseure dans l'académie de Bordeaux et secrétaire nationale du SNPDEN-Unsa, a fait face, il y a une semaine, à des élèves qui refusaient d'entrer pour composer et à des départs de feu de poubelles devant l'établissement. « On m'a reproché d'avoir mis en place un service d'ordre, alors que j'ai simplement mis des adultes à l'extérieur pour m'assurer que les élèves puissent entrer et composer, raconte-t-elle. Les incidents sont une source d'anxiété incroyable. Je veux bien que certains aient des avis contraires, mais la méthode est rude. »

En première ligne lors des débordements, les proviseurs doivent aussi garantir le bon déroulement de l'examen. Cette première session des E3C prend alors des airs de « crash test ». « C'est beaucoup plus lourd qu'un bac blanc, assure Pascale Le Flem, proviseure à Redon (Ille-et-Vilaine) et secrétaire académique du SNPDEN-Unsa. Il y a toute la partie organisationnelle à gérer, le choix des sujets, les convocations, le scan des copies, l'attribution aux correcteurs. » Nombreux sont ceux qui ont dû choisir les sujets, en amont de l'examen, avec l'aide des inspecteurs pédagogiques des matières concernées, là où les enseignants opposés aux E3C refusaient de le faire. « Ce contrôle continu ne répond pas du tout au cahier des charges, à savoir la simplification du baccalauréat », conclut Pascale Le Flem.

Laurent Le Drezen, qui représente les personnels de direction du SGEN-CFDT à l'échelle nationale, assure avoir passé deux heures, lundi, à scanner un paquet de 24 copies composées le matin même, même s'il se félicite que les épreuves se soient « bien passées » dans son lycée de La Seyne-sur-Mer (Var). « J'essaie de relativiser en me disant que ça sera plus facile quand on sera rodés, tempère-t-il.

Mais je constate qu'un dispositif vendu comme simple nous complique la vie. » « Je ne serai pleinement rassurée que quand j'aurai numérisé toutes les copies », avoue Anne De Bois, proviseure adjointe à Saint-Maixent-l'École (Deux-Sèvres) et syndiquée au SGEN-CFDT, qui, dit, elle aussi, avoir du mal à comprendre

« l'intérêt » de ces épreuves dites de « contrôle continu » qui fonctionnent en réalité « comme un examen ».

« Éviter aux élèves un stress inutile »

Sur la forme, la première série d'épreuves du nouveau bac ne convainc pas dans ce corps de l'éducation nationale qui plaide majoritairement pour un

« allègement » du baccalauréat. « Ces E3C ne sont ni vraiment certificatifs, puisqu'il s'agit de contrôle continu, ni formatifs, puisque les professeurs n'auront pas le temps d'annoter les copies, regrette Anne De Bois. On est des fonctionnaires, on appliquera les textes. Mais pour moi, c'est incohérent. »

Si plusieurs proviseurs interrogés se réjouissent d'avoir jusqu'ici évité les « couacs », il leur reste à faire baisser le stress associé au véritable bac – en évitant, par exemple, les configurations de type « examen » dans les salles. Un proviseur de lycée à Orléans, qui a souhaité garder l'anonymat, dit ainsi s'efforcer de garder les E3C à leur juste place. « Ce n'est pas un mini-bac, et il faut éviter aux élèves un stress inutile », juge-t-il. Ce qui n'est pas simple, selon Anne De Bois : « Les élèves ont reçu une convocation et se sont préparés comme pour un examen. »

Cet article est paru dans « Le Monde de l'éducation ». Si vous êtes abonné au Monde, vous pouvez vous inscrire à cette newsletter hebdomadaire en suivant ce lien.

Violaine Morin